

## **Pascal Delwit – *Les gauches radicales en Europe. XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles***

---

Nedjib Sidi Moussa <sup>1</sup>

Recensé : Pascal Delwit, *Les gauches radicales en Europe. XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles (« UBlire »), 2016, 656 p.

Pascal Delwit, professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles et auteur de nombreuses études sur les partis politiques, propose un ouvrage volumineux qui porte sur les organisations de la « gauche radicale » en Europe. Ce livre de politique comparée ambitionne de dresser un état des lieux général de ce courant politique, du XIX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle. Il vient compléter d'autres travaux portant sur des objets plus spécifiques (Bourseiller, 2003), couvrant une période plus courte (Bartolini, 2012) ou disponibles uniquement en langue anglaise (March 2011). Structurée en trois parties inégales, le cœur de la démonstration repose essentiellement sur l'analyse du mouvement communiste au cours du XX<sup>e</sup> siècle et assimilé de fait à la « gauche radicale ». Cette appellation aux contours flous et qui relève surtout de la « facilité de langage » (p. 7), s'identifiait pourtant à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à d'autres sensibilités comme l'anarchisme ou le syndicalisme révolutionnaire (p. 17). Selon l'auteur, l'expression désigne dorénavant l'espace qui se trouve « à la gauche de la social-démocratie » (p. 8). Ce déplacement discursif en dit long sur les mutations à l'œuvre depuis plusieurs décennies tant dans le champ politique que dans les sociétés européennes, ainsi que sur les perspectives de ce courant, dont Pascal Delwit souligne la pluralité afin de mieux écarter toute idée d'émergence d'une « famille unique de partis » (p. 513). L'auteur s'appuie à ce propos sur l'expression du politiste Gerassimos Moschonoas (2011) dont l'analyse accreditait l'apparition d'un « dédale de courants politiques et idéologiques ».

Refusant une typologie « trop simpliste » (p. 514) opposant une « gauche radicale » traditionnelle à la Nouvelle gauche (Gomez, Morales et Ramiro, 2016), l'auteur suggère de distinguer trois profils de partis. Tout d'abord, les formations à la gauche de la social-démocratie comme l'Alliance de la gauche démocratique (VAS) en Finlande, mais qui, comme l'indique l'auteur, ne se reconnaissent pas nécessairement à travers le qualificatif de « gauche radicale » (p. 515) et que le politiste Luke March (2008) assimile aux « partis socialistes démocratiques ». Ensuite, les tenants du « réformisme radical » qui sont surtout regroupés au sein du Parti de la gauche européenne (PGE). Enfin, ceux qu'il

---

<sup>1</sup> Docteur en science politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, associé au Centre européen de sociologie et de science politique.

nomme « les adeptes du *grand soir* révolutionnaire » comme le Parti communiste portugais (PCP), en raison de son orthodoxie marxiste-léniniste (p. 578). S'il concède le caractère « schématique » de cette approche, Pascal Delwit ajoute cependant que certains partis peuvent se situer à l'intersection de deux catégories. En effet, l'auteur aurait pu illustrer son propos avec des organisations françaises issues du mouvement trotskiste comme le Parti ouvrier indépendant (POI) ou le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), fondées respectivement en 2008 et en 2009, et qui regroupaient à leur création aussi bien des « réformistes radicaux » que des « marxistes orthodoxes ». Cependant, la permanence de pratiques héritées du modèle léniniste a certainement contribué depuis à la défection d'adhérents porteurs d'autres traditions politiques comme l'indique le politiste Jérémy Sinigaglia (2016) dans son étude sur le NPA.

Avec *Les gauches radicales en Europe*, Pascal Delwit espère aussi sortir de la « *guerre froide* littéraire » (p. 8) illustrée jadis par *Le livre noir du communisme* (Courtois, 1997). Pour ce faire, il propose d'analyser les mutations de la radicalité à gauche sur plus d'un demi-siècle et demi. Le premier point fort de l'ouvrage réside d'ailleurs dans la séquence historique traitée. On suit dans le livre les mutations de la « gauche radicale » depuis la « naissance et [le] développement du socialisme au XIX<sup>e</sup> siècle » (première partie), époque marquée par la création de l'Association internationale des travailleurs (1864), avant d'aborder « le défi communiste » (deuxième partie) inauguré par la révolution soviétique, jusqu'à l'analyse des « gauches radicales après la disparition de l'Union soviétique » (troisième partie) qui a fortement affecté les principaux partis communistes européens. À ce propos, Pascal Delwit précise que si la « gauche radicale » a retrouvé « un nouveau souffle » en certains points, « aucune dynamique d'ensemble » n'est pourtant visible en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle (p. 513).

En effet, à rebours de l'enthousiasme – quelque peu retombé depuis – suscité par les succès électoraux de Syriza en Grèce (2004), Die Linke en Allemagne (2007) ou la « météorite » Podemos en Espagne (2014), l'auteur trace un horizon relativement sombre pour cette « gauche radicale » à défaut d'« accélérations non prévues » de l'histoire (p. 626), à savoir l'émergence de mouvements sociaux d'ampleur permettant d'ouvrir des perspectives pour ce courant politique pris au sens large. Pascal Delwit souligne avec lucidité plusieurs difficultés majeures et qui constituent autant de pistes de réflexion : le désenchantement des sociétés européennes à l'égard de la politique conventionnelle (notamment sous la forme partisane) qui aurait expliqué le succès temporaire de l'altermondialisme ; la déstandardisation du travail (chômage, précarité, hétérogénéité du salariat) accentuant la compétition entre classes populaires salariés et un « nouveau lumpen-prolétariat » (p. 610) ; la question du choix du schéma organisationnel pour les partis de la « gauche radicale » (oscillant entre individualisme méthodologique et la coexistence de traditions plurielles) qui proposent de « faire de la *politique autrement* » (p. 619) en favorisant la délibération par opposition à la « rigueur » marxiste-léniniste ; la fin de la transmission politique (en terme de capital symbolique ou théorique), reprenant le constat de l'historien Eric Hobsbawm (2008) sur la « rupture

des liens entre les générations » (p. 622) ; le rôle de l'Union européenne (compris comme nouvel axe d'action ou cadre contraignant) et qui oppose les différents courants de la « gauche radicale » sur la possibilité de « mener une *politique alternative* dans la zone euro » par exemple (p. 623).

La diversité des organisations étudiées – situées dans une dizaine d'Etats européens mais qui, au plan idéologique, se réfèrent pour l'essentiel au marxisme (à travers ses déclinaisons communistes, trotskistes, maoïstes, etc.) – permet d'offrir au lecteur un nombre important de tableaux qui illustrent les dynamiques à l'œuvre sur plusieurs années en ce qui concerne, par exemple, les effectifs des partis ou les résultats électoraux. Ainsi, dans le cas de la Belgique, le livre nous donne à voir l'« agonie » du Parti communiste de Belgique (PCB) dont le nombre d'adhérents chute de 7 583 en 1981 à 3 000 en 1989 (p. 475). À l'inverse, on observe la progression du Parti du travail de Belgique (PTB), historiquement lié à la mouvance maoïste, dont le nombre de membres progresse de 396 en 1995 à 8 500 en 2014 (p. 583). À côté de ces évolutions linéaires, les dynamiques du Parti communiste français (PCF) entre 1970 et 1990 (p. 449) invitent à considérer les ambivalences ainsi que la concurrence avec les organisations rivales comme le Parti socialiste (PS). Par ailleurs, la stabilité des effectifs du Parti progressiste des travailleurs de Chypre (AKEL) – qui se fixe autour de 14 000 depuis les années 1980 (p. 465) – ainsi que celle de ses résultats aux élections législatives de 1991 à 2011 – au-delà de 30% des voix (p. 569) – concourent à prendre au sérieux la dimension communautaire pour saisir la pérennité de cette organisation.

L'ouvrage aurait sans doute encore gagné en intérêt en paraissant moins désincarné dans sa construction, en mettant en lumière quelques trajectoires significatives de dirigeants ou militants de cette « gauche radicale », à travers des encadrés par exemple, et en valorisant une approche biographique voire prosopographique comme chez le politiste Bernard Pudal (1989), sans parler d'un index onomastique qui aurait été d'une grande utilité au lecteur. D'autre part, l'approche strictement chronologique a sans doute empêché l'auteur d'analyser plus finement, sur la durée et en s'appuyant sur le comparatisme, les effets de la légitimation du personnel politique ouvrier (Offerlé, 1984) ou l'évolution des cultures de classe en Europe (Paradeise, 1980). Enfin, la focalisation sur la forme partisane et les résultats électoraux ont sans doute empêché l'auteur d'interroger l'influence des avant-gardes artistiques ou intellectuelles (on pense aux surréalistes, situationnistes, etc.) et d'explorer les marges du champ politique à travers les mouvements libertaires ou autonomes. Ces réserves étant formulées, *Les gauches radicales en Europe* demeure un livre aussi utile qu'important car il permet de mettre en perspective les recompositions et débats qui animent cette famille politique aux ramifications multiples.

## Bibliographie

- BARTOLINI S. (2012), *La mobilisation politique de la gauche européenne (1860-1980)*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- BOURSEILLER C. (2003), *Histoire générale de « l'ultra-gauche »*, Paris, Denoël.
- COURTOIS S. (1997), *Le livre noir du communisme : crimes, terreurs et répression*, Paris, Robert Laffont.
- GOMEZ R., MORALES L. et RAMIRO L. (2016), « Varieties of Radicalism: Examining the Diversity of Radical Left Parties and Voters in Western Europe », *West European Politics*, vol. 39, n° 2, p. 351-376.
- HOBBSBAWM E. J. (2008), *L'âge des extrêmes. Histoire du court vingtième siècle*, Bruxelles, André Versaille Editeur.
- MARCH L. (2008), « Contemporary Far Left Parties in Europe. From Marxism to the Mainstream ? », *Internationale Politikanalyse/International Policy Analysis*, Berlin, Friedrich Ebert Stiftung.
- MARCH L. (2011), *Radical Left Parties in Europe*, Londres, Routledge.
- MOSCHONAS G. (2011), « L'Union européenne et les dilemmes de la gauche radicale. Réflexions préliminaires », *Transform !*, n° 9, 2011, p. 9-23.
- OFFERLE M. (1984), « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, vol. 39, n° 4, p. 681-716.
- PARADEISE C. (1980), « Sociabilité et culture de classe », *Revue française de sociologie*, vol. 21, n° 4, p. 571-597.
- PUDAL B. (1989), *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- SINIGAGLIA J. (2016), « Les usages du qualificatif droitier au Nouveau Parti anticapitaliste. Orthodoxie et pluralisme intrapartisan à l'extrême gauche », *Mots. Les langages du politiques*, n° 111, p. 103-119.